

## Une émission radio : Exceptionnellement, suite au coronaméron, l'émission n'est plus diffusée en direct sur Radio Béton.

Vous pouvez retrouver une grande quantité d'entre-elles sur notre site.

Si vous souhaitez nous contacter, faire passer des infos à l'antenne, écrivez-nous à "Demain le Grand Soir", Radio Béton, 90 avenue Maginot, 37100 Tours ou à [demainlegrandsoir@gmail.com](mailto:demainlegrandsoir@gmail.com)

**Un site internet :** <http://www.demainlegrandsoir.org> pour y trouver dossiers, vidéos, émissions, musique...

**Une page facebook :** @demainlegrandsoir

**Un journal gratuit : Exceptionnellement, en ces temps de confinement, où l'on manque de tout (masques de protections, test, médicaments efficaces), le journal ne peut plus être distribué dans nos nombreux points de distri et entreprises. Seule sa version en ligne est, pour l'instant, consultable.**

Rédaction : Annie Ernaux, Jacqueline Mariano, Pierre Vigneau .

Mise en page : Eric Sionneau

Illustration : Yetchem

Ce journal est écrit, réalisé et diffusé par une équipe de bénévoles.

## POUR NOUS SOUTENIR

### Vous pouvez :

- nous rejoindre et nous aider. Imprimer ce journal, faire vivre le site et l'émission nous coûtent plusieurs centaines d'euros chaque année.
- adhérer à l'association **les Amis de Demain le Grand Soir**. Pour cela envoyez un règlement de 5 € ou plus (cotisation annuelle), avec vos nom, prénom, adresse, mail, téléphone (facultatif) à: *Les Amis de Demain le Grand Soir, 5 route de La Roumer, Saint Michel, 37130 Coteaux sur Loire.*
- déposer ou en envoyer des ramettes de papier à Radio Béton.

le mercredi de 19h à 20h  
de l'émission

Radio Béton  
Tours 93.6

Rediffusion  
le samedi  
de 7h à 8h

DEMAIN  
LE GRAND SOIR



<http://www.demainlegrandsoir.org>

Le mensuel



« Je vous fais une lettre, que vous lirez peut-être, si vous avez le temps ».

À vous qui êtes féru de littérature, cette entrée en matière évoque sans doute quelque chose.

C'est le début de la chanson de Boris Vian *Le déseneur*, écrite en 1954, entre la guerre d'Indochine et celle d'Algérie.

Aujourd'hui, quoique vous le proclamiez, nous ne sommes pas en guerre, l'ennemi ici n'est pas humain, pas notre semblable, il n'a ni pensée ni volonté de nuire, ignore les frontières et les différences sociales, se reproduit à l'aveugle en sautant d'un individu à un autre.

Les armes, puisque vous tenez à ce lexique guerrier, ce sont les lits d'hôpital, les respirateurs, les masques et les tests, c'est le nombre de médecins, de scientifiques, de soignants.

Or, depuis que vous dirigez la France, vous êtes resté sourd aux cris d'alarme du monde de la santé et ce qu'on pouvait lire sur la banderole d'une manif en novembre dernier - *L'état compte ses sous, on comptera les morts* - résonne tragiquement aujourd'hui.

Mais vous avez préféré écouter ceux qui prônent le désengagement de l'Etat, préconisant l'optimisation des ressources, la régulation des flux, tout ce jargon technocratique dépourvu de chair qui noie le poisson de la réalité.

Mais regardez, ce sont les services publics qui, en ce moment, assurent majoritairement le fonctionnement du pays : les Hôpitaux, l'Éducation nationale et ses milliers de professeurs, d'instituteurs si mal payés, EDF, la Poste, le métro et la SNCF.

Et ceux dont, naguère, vous avez dit qu'ils n'étaient rien, sont maintenant tout, eux qui continuent de vider les poubelles, de taper les produits aux caisses, de livrer des pizzas, de garantir cette vie aussi indispensable que l'intellectuelle, **la vie matérielle**.

Choix étrange que le mot « résilience », signifiant reconstruction après un traumatisme. Nous n'en sommes pas là.

Prenez garde, Monsieur le Président, aux effets de ce temps de confinement, de bouleversement du cours des choses.

C'est un temps propice aux remises en cause.

Un temps pour désirer un nouveau monde.

Pas le vôtre !

Pas celui où les décideurs et financiers reprennent déjà sans pudeur l'antienne du « travailler plus », jusqu'à 60 heures par semaine.

Nous sommes nombreux à ne plus vouloir d'un monde dont l'épidémie révèle les inégalités criantes.

Nombreux à vouloir au contraire un monde où les besoins essentiels, se nourrir sainement, se soigner, se loger, s'éduquer, se cultiver, soient garantis à tous, un monde dont les solidarités actuelles montrent, justement, la possibilité.

Sachez, Monsieur le Président, que nous ne laisserons plus nous voler notre vie, nous n'avons qu'elle, et « rien ne vaut la vie » - chanson, encore, d'Alain Souchon.

Ni bâillonner durablement nos libertés démocratiques, aujourd'hui restreintes, liberté qui permet à ma lettre – contrairement à celle de Boris Vian, interdite de radio – d'être lue ce matin sur les ondes d'une radio nationale.

## MIEUX COMPRENDRE POUR AGIR

Réseaux sociaux et conspirationnisme, les fausses nouvelles et analyses enfumées qui empêchent de comprendre à quoi on a à faire et ce contre quoi on lutte. Il y a là une vraie question de choix de société, et un combat à mener pour un autre monde qui doit aussi se libérer de ce qui pourrait nous faire ramer à contre-courant.

Faire attention à ne pas nager en plein dans le conspirationnisme. Le problème c'est que ça empêche de voir la vraie réalité et de pouvoir peser dessus. C'est un peu comme pour la religion, qui ne sert qu'à enfumer sur la réalité, promet le paradis pour plus tard en situant l'humain comme sujet et dépendant d'un dieu pour empêcher qu'il se situe en acteur et actrice d'un changement de fond, masque l'appréhension objective du monde dans lequel on vit. Le pouvoir est à l'ouest dans la configuration d'une urgence massive, car il détruit depuis un moment les services publics au profit du capitalisme et d'un monde qui ne s'intéresse pas à l'intérêt collectif mais à l'intérêt de la classe qui profite des bénéfices. Pour exemple, faire des stocks de masques ça rapporte rien, donc il y en a pas.

On en est à tel point que les annonces se tournent vers les entreprises alors que l'hôpital a besoin de d'avantage de moyens, que l'on demande aux gens d'aller bosser dans des secteurs non importants alors que l'on prône le confinement.

En pleine crise du Covid-19, les entreprises se préparent à verser des dividendes record aux actionnaires sur l'exercice 2019 alors que ce fric pourrait être collectivisé et servir à l'intérêt commun et notamment à l'hôpital public.

C'est cette logique et ce choix de société qui déconne et détruit et qu'il faut dénoncer. La méthode actuelle de gouvernement s'apparente à une dictature de classe. Ce n'est pas la première fois dans l'Histoire, car quand la "démocratie" ne marche pas en terme de renouvellement trompeur du système établi et qu'il y a trop de velléités de combat elle peut aussi s'accommoder du fascisme. Nous sommes aujourd'hui devant une nouvelle page d'Histoire où cette dictature de classe n'a pas forcément besoin de dictateur mais en présence d'un système général, avec maintenant la surveillance sur portables pour exemple, ou la multiplication des drones, la reconnaissance faciale, qui nous place en configuration Big Brother. La terreur d'Etat accompagnant le maintien du système de profit pour une minorité au détriment de la majorité prend des formes encore jamais vues dans l'Histoire du contrôle de la population.

Donc c'est pas machiavélique, et ce n'est pas une personne qui en est responsable, c'est une logique collective au service d'une minorité, d'un système capitaliste qu'il faut combattre. Au delà, et en plus de continuer à construire de la force collective dans un monde de lutte des classes, c'est un autre monde qu'il nous faut réfléchir et participer à construire.



## SOYONS TRANSPARENTS

En ce moment que le gouvernement ne cesse de nous rabâcher qu'il va nous parler en toute transparence, à cause de cette saloperie de COVID 19, c'est nous qui devenons transparents. Nous sommes confinés, les interdictions pleuvent, faire ceci ou cela c'est fini, voir les personnes âgées terminées tout ça, on les claquemure dans leurs chambres d'EHPAD, certains se réveilleront le lendemain, d'autres se seront éteints. De quoi ? On ne le saura pas car on ne les comptabilise surtout pas parmi les morts du COVID 19. Il ne manquerait plus que ça, gonfler les chiffres !

Restons transparents ont-ils claironné et chaque soir nous avons droit au décompte précis des entrées, sorties, et sorties les pieds devant, dans les hôpitaux. Et là, quelle nouveauté ! Les membres de ce gouvernement se sont aperçus combien le personnel soignant était précieux et dévoué, ils ne tarissent plus d'éloges sur eux. Quant aux blaireaux qui applaudissent chaque soir ces soignants, étaient-ils présents quand ils manifestaient que l'hôpital était en danger ? Seront-ils à leurs côtés quand ils manifesteront pour des conditions de travail plus dignes, pour sauver l'hôpital public, pour empêcher les fermetures des hôpitaux de proximité, des maternités...?

Nos gouvernants ont compris avec tellement de retard leurs besoins en gel hydroalcoolique, en masques, en respirateurs...mais à aucun moment je n'en ai entendu un dire qu'il fallait revoir tout le système, bien plus profond : qu'ils arrêtent de massacrer tous les services publics.

Et du coup on a vu les hôpitaux privés se mettre enfin à aider les hôpitaux publics surchargés, cela rappelle quelques slogans dans les manifestations qui nous manquent «Public, privé, c'est tous ensemble qu'il faut lutter» ou quand nous scandions des «SO SO SO SOLIDARITE». Voilà que ce dernier slogan est repris par le gouvernement qui y va de sa petite musique en évoquant cette solidarité mais en y ajoutant un autre terme plus vaniteux, «souveraineté» ! Il se met à remercier à n'en plus finir (ça sent la sincérité à plein nez), outre le personnel soignant, toutes les professions exposées, tels que les chauffeurs routiers, les agriculteurs, les caissières, les éboueurs...sans lesquels le pays agoniserait.

Tous ces gens, oui des gens tout simplement, monsieur le Président, voilà qu'il découvre que ce sont eux, les gens, qui font tourner l'économie du pays ! Le moteur d'un pays se trouve là, alors cessez de les mépriser, de les gazer, les éborgner quand ils manifestent leurs insatisfactions, quand ils veulent être entendus, pas seulement écoutés, pour vous expliquer clairement leurs situations de travail qui se dégradent et qu'ils veulent voir s'améliorer à juste titre.

C'est bien de reconnaître que votre priorité aujourd'hui est de produire en France et en Europe, c'est bien de remercier tous les producteurs français qui savent faire des choses innovantes, c'est bien de remercier tous les salariés qui bossent sans protection, dont vous vantez les compétences (qui ont mis leurs vies en danger) mais il ne faudra pas en rester à cet air «paroles, paroles...que tu sèmes au vent».

Nous veillerons comme à notre habitude afin que ces mots ne soient pas lettre morte. Déjà il ne sera pas question d'accepter de faire travailler les gens 60 heures par semaine. Pas question de profiter de cette catastrophe pour piller le Code du Travail, les gens méritent beaucoup mieux que ça. Si vous continuez à les considérer comme des gueux, attention que les gueux unis ne nous permettent de vaincre, non pas l'ennemi invisible que vous mentionnez en parlant de guerre, mais qu'ils vous fassent dégager de votre trône avec délectation. Comme vous l'avez si bien dit «le jour d'après ne sera plus le jour d'avant». Sans les gens, vous n'êtes rien, c'est transparent ou pas ?